

«Les personnes ne sont pas des trottoirs. Les CPAS traitent des êtres humains.»
Claude EMONTS, président de la Fédération des CPAS wallons

2015 Fin janvier, des milliers de Wallons seront exclus du chômage et se tourneront vers les CPAS.

Le gros coup de gueule des CPAS wallons

« Aujourd'hui, c'est chacun pour ses fesses »

Le président de la Fédération des CPAS de Wallonie lance un cri désespéré sur la situation budgétaire de l'aide sociale. « On nous entend, mais on ne nous écoute pas » dit Claude Emonts.

● **Martial DUMONT**

Le coup de gueule se veut une interpellation des décideurs politiques qui «*écoutent mais n'entendent*» pas la misère de l'action sociale. Oui, visiblement, Claude Emonts, président de la fédération des CPAS de Wallonie en a marre. La réforme de l'État risque de plomber les CPAS et de les rendre définitivement exsangues : diminution des points APE, poids des pensions, déferlement de demandes d'allocation en janvier prochain suite aux nouvelles règles sur le chômage, etc. N'en jetez plus la coupe est pleine (lire par ailleurs).

Du coup les CPAS lancent un cri désespéré sous forme d'une lettre ouverte aux ministres, parlementaires et présidents de partis.

«*Beaucoup de choses se sont dites, déjà, sur les CPAS et leurs (grosses) difficultés. Naïfs derrière notre expérience, qui cache mal notre âge, nous pensons avoir atteint le fond*» écrivent Claude

Emonts et ses collègues des CPAS.

«*Il faut bien avouer qu'en la matière, il y a toujours des fosses inattendues, qui rendent ce dernier plus vertigineux encore...*»

Et Claude Emonts ajoute :

«*Nous sommes pleins d'amertume* » lance-t-il. Selon lui, certains décideurs politiques dans les communes et à la Région «*écoutent mais n'entendent pas* » la désespérance des CPAS... et de ceux qui y émargent.

«*Tous ne sont pas comme ça* » dit Emonts.

«*Je ne veux pas faire une généralité. Mais c'est désespérant de se faire traiter par beaucoup de pleurni-*

chard. Qui est déjà allé dans un CPAS une journée pour voir comment ça se passe ? Quand j'explique que la salle d'attente d'un CPAS c'est un autre monde que la salle d'attente d'une administration, on me prend pour un dingo ».

Qui ça «*on* » ? Car après tout, les présidents de CPAS qui tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme... sont aussi des politiques. Le cdH et le PS, au pouvoir en Wallonie, n'entendent donc pas leurs troupes travaillant dans l'aide sociale ?

«*Dans mon parti, au PS, je me fais traiter d'emmerdeur. Paul Furlan a dit l'autre jour : moi je ne fais qu'appliquer la DPR. Aujourd'hui, c'est chacun pour ses fesses. Les CPAS sont en bout de chaîne et ne lèvent pas de taxe. Tout le monde passe avant nous* » conclut Claude Emonts. Qui veut donner un «*message politique extrêmement fort*». Pour le coup, c'est réussi. ■

Le « catalogue des horreurs » version CPAS

En Belgique, 15 % des habitants vivent en dessous du seuil européen de pauvreté. Autant dire que les CPAS croulent sous les demandes d'intervention. Et ne suivent plus parce que les charges deviennent trop lourdes et que les moyens sont en rade. Ils viennent d'élaborer un « catalogue des horreurs » qui veut attirer l'attention sur la misère de l'action sociale.

1. Tsunami de chômeurs en janvier

Les nouvelles règles en matière d'exclusion du chômage vont obliger des milliers de Wallons à demander de l'aide aux CPAS dans quelques mois. Les CPAS vont voir le remboursement fédéral de l'aide qu'ils procurent upgradé de 5 %... pour l'augmentation du nombre d'allocations connue l'an passé, pas pour celles à venir en janvier 2015. Du coup, prévoit Claude

Emonts, les communes, en difficultés financières, risquent d'attribuer cette manne à l'épongement de leur dette, pas à l'augmentation des dotations des CPAS. «*Or, on a besoin de moyens pour absorber la vague de désespoir qui arrivera fin janvier* » poursuit le président des CPAS wallons.

2. Les points APE Le gouvernement songe à diminuer la valeur des points d'Aide à la Promotion de l'Emploi (dont les

CPAS sont grandement consommateurs) de 1,5 %. «*Mais s'il y a un saut d'index, le différentiel sera de 3 %.* On nous dit aussi qu'on ne pourrait plus mettre qu'un seul point par emploi au lieu de 2. Ça veut dire qu'on bénéficiera de moins de réductions de charges patronales. Et ça, c'est la cata » estime Claude Emonts.

3. Le sac à dos des pensions Le problème des pensions des employés des CPAS wallons ris-

que rapidement de devenir financièrement insoutenable.

4. Les étudiants Le nombre d'étudiants aidés par les CPAS est en constante augmentation. Plus de 6 000 actuellement. Et avec la réforme de l'Enseignement supérieur qui permet à présent l'étalement des études dans le temps, les étudiants resteront à l'avenir plus longtemps aux études. La charge sera d'autant plus lourde pour les CPAS.

5. Les maisons de repos Le financement de leur rénovation n'est pas prévu explicitement par la DPR. Pourtant, vu le vieillissement de la population, 5 000 lits supplémentaires seront nécessaires dans les 10 ans à venir. Le gouvernement espère développer les soins à domicile. Mais là aussi le financement reste incertain. Et pourrait devoir être pris en charge par les CPAS.

6. La fausse bonne idée Le gouvernement veut encourager la fusion entre CPAS et communes. «*Mais l'aide sociale doit se faire en dehors du champ communal*» dit Claude Emont. «*Je suis président du CPAS de Liège. Il y a 8 ans quand je suis devenu membre à part entière du Collège avec la réforme du code de la démocratie locale, je riais. Aujourd'hui, je ris encore plus fort. Si je suis intégré complètement à la commune en cas*

de fusion, je ne serai plus qu'un dixième quelconque du budget communal. Mais l'aide sociale ne peut pas être mise sur le même pied que les Travaux...» ■
M. Dum.

«**Les responsables de CPAS sont pleins d'amertume. On nous dit que nous sommes gaspilleurs, qu'on exagère, que les CPAS sont riches. Ah oui, on a du patrimoine : des terrains en baux à ferme qui rapportent 140 euros par an...**»

«**On nous traite de pleurnicheurs, de gaspilleurs. On nous dit qu'on exagère. Mais les gens, ce ne sont pas des trottoirs ! Nous traitons des êtres humains ! Et certains prennent cela trop à la légère.**»

«**Quand j'explique que la salle d'attente d'un CPAS c'est un autre monde que la salle d'attente d'une**

administration, on me prend pour un dingou.»

«**Dans mon parti, au PS, je me fais traiter d'emmerdeur. Paul Furlan a dit l'autre jour : "Moi je ne fais qu'appliquer la DPR".**

Aujourd'hui, c'est chacun pour ses fesses. Les CPAS sont en bout de chaîne et ne lèvent pas de taxe. Tout le monde passe avant nous.»

«**Naïfs derrière notre expérience, qui cache mal notre âge, nous pensions avoir atteint le fond... Il faut bien avouer qu'en la matière, il y a toujours des fosses inattendues, qui rendent ce dernier plus vertigineux encore...**»